

## Un « idéal » de liberté

Quel est l'idéal de la liberté, du point de vue économique, du point de vue du libéralisme marchand ?

Voici une question mal posée. Il eut fallu dire : quel est l'idéal de liberté du point de vue des « moralistes » ? De ceux qui déversent leur « moraline » à tout va. Et ce sont les mêmes. Car c'est au nom d'une morale, de principes moraux, de « valeurs », que l'on défend l'intérêt économique.

De plus près :

L'individu est libre et doit être libre.

Libre veut dire : libre d'agir. Comme l'individu est naturellement bon ce ne sont que les freins qui l'empêchent de bien faire. (« Bien faire » c'est d'ailleurs « faire le bien » : ce qui est fait est par définition une réussite, puisque cela est fait, c'est donc que c'est bon puisque ça marche, c'est donc que c'est bien)

En d'autres termes, c'est la société, le « vivre ensemble », qui serait source d'empêchement, d'entraves, de non-liberté.

La bonne société, celle de la liberté qui s'accomplit est donc une société sans tabous et sans entraves, une société de la permission, voire permissive. L'absence de règles devenant la définition de la liberté, il faut « laisser faire et laisser passer. »

Concrètement il faut supprimer les impôts et aussi les « gendarmes du marché » en instaurant des zones de non interdiction (le droit n'étant qu'une forme de l'interdiction on pourrait écrire « une zone de non-droit » ou même « paradis fiscal »...sachant que le paradis de la liberté est exempt de taxes et d'impôts) et en étendant celles-ci à la planète tout entière si possible.

Qu'est-ce qu'une société au stade de développement industriel et agricole (culturel, c'est plus douteux !) où nous nous trouvons et qui n'aurait donc pas de recettes fiscales ?

On rétorquera que cela n'existe pas : mais il ne s'agit pas ici de décrire l'existant mais d'évoquer « l'idéal », « le jardin des délices », « le paradis ». (Quand on est chevalier de la liberté on a bel et bien un idéal et on fait tout pour qu'il se réalise : il semble qu'il y ait des chevaliers de la liberté par les temps qui courent et donc « l'idéal » pourrait bien se réaliser au moins en partie c'est-à-dire le plus possible.)

Bon, supposons que l'on s'en approche :

En un premier temps pas de règles du commerce, pas de règles de la production car cela va de pair (pas de règles du travail, pas de contraintes « écologiques » sauf celles qui permettent le développement du marché, des échanges qui sont, n'en doutons pas un instant à la fois la source et l'expression, l'accomplissement de la liberté.) Il faut bien que la **compétitivité** existe pleinement pour que la **liberté** puisse exister. C'est ainsi que les deux termes deviennent synonymes !

En un second temps, comme la liberté n'est pas répandue de façon égale partout il faut bien renforcer l'armée et la police. La première pour défendre notre territoire, notre sol, notre clocher, notre identité. La seconde pour nous défendre de tous ceux qui sont incapables d'assumer leur liberté. Il n'est pas impossible qu'il en reste quelques-uns et des ennemis « intérieurs » de la liberté aussi. Une armée et une police libres sont des initiatives de particuliers. Elles sont particulières : c'est-à-dire qu'elles fonctionnent non à partir de ressources collectives (qui seraient non libres) mais en fonction du principe-même de la liberté : elles doivent réussir et trouvent leurs ressources dans le seul accomplissement de celle-ci. Cela signifie qu'elles ont des objectifs et qu'elles obtiennent leurs ressources en fonction de l'atteinte de ceux-ci. Voire de leurs dépassements : il ne serait pas impossible que sans recours à l'eugénisme les ennemis de la liberté prolifèrent plus qu'on ne le pensait. Heureusement le principe de liberté s'appliquant partout et en tout temps et en tout lieu (il est universel), libre à chacun de dénoncer celui qui serait (peu ou prou car peu c'est beaucoup trop : la liberté, chacun le sait, ne se compte pas, ne se mesure pas) un ennemi réel ou imaginaire ou imaginairement un ennemi potentiel de la liberté.

L'enseignement ou la santé: chacun pour soi ; la Justice au plus près des crimes et délits qui ne sont définis que par l'atteinte à la liberté et donc à l'intégrité de la propriété qui est consubstantielle à cette liberté et à l'individu. Quant au service postal ou à l'enlèvement des ordures il y a longtemps que cela est entre les mains de la liberté elle-même, de la loi de la liberté des échanges.

En outre notons que cette notion de liberté comme liberté des échanges est la plus belle, la plus généreuse qui soit : c'est dans l'échange et donc par les autres et avec les autres que je deviens moi-même, que je me réalise, que je suis libre !

Il n'y a dans cette conception de la liberté aucun égoïsme, au contraire : une générosité, un altruisme incomparable en sont le cœur.

Il faut donc une haute dose de morale pour défendre cette liberté-là, assurément. Il faut donc développer cette morale, la faire connaître, la propager. Ne serait-ce que pour que les échanges eux-mêmes puissent se propager. Il faut si besoin l'imposer. Il faut pour cela être capable d'une haute affirmation de ces valeurs universelles (il y en a qui objectent : mais c'est qu'il y aurait encore des ignares qui refuseraient la liberté, il faut les éradiquer sans plus tarder). Il faut se battre et anéantir tous ceux qui oseraient s'opposer à ce principe universel de liberté comme accomplissement de soi par les autres. Et cela à travers la planète. Pour que le monde devienne enfin le monde du bien.

Voici l'esquisse grossière de ce que pourrait être la réalisation du principe de l'idéal de liberté.

C'est peut-être pour cela que les Républicains du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècles ont fondé notre société sur trois principes et non un seul. Ajoutons l'égalité et la fraternité et la liberté prend un tout autre sens.

Pensons clairement que la République française repose sur trois principes. Et soyons assurés qu'ils sont égaux entre eux, qu'ils doivent impérativement « peser du même poids » dans la construction de la société, construction qui ne cesse jamais.

Observons qu'aujourd'hui la liberté, parce qu'elle prend la forme la plus insidieuse de cette idée, celle de l'argent comme finalité (en d'autres termes de l'économie comme économie financière) pèse pour 2/3 laissant à la fraternité (la solidarité ?) et à l'égalité (de quoi s'agit-il ?) 1/3 à eux deux. C'est évidemment une image. A ce compte, le compte d'une société n'est pas là. Une société n'est pas une entreprise. Cette dernière peut prendre dans ses rangs qui elle veut, elle peut se séparer de ceux qui ne respectent pas ses règles, qui l'empêchent de se développer, de vivre. La société dans laquelle nous vivons a pour fonction et donc pour devoir impératif de garder tous ceux qui n'arrivent pas pour de bonnes (et même pour de mauvaises) raisons à respecter les règles.

Et il faut des règles, des hommes pour les établir, d'autres pour les appliquer, d'autres pour les surveiller, d'autres pour sanctionner les écarts...

Mais il faut toujours que l'égalité et la fraternité aillent de pair. Avec la liberté.

Cette fois, le monde n'en serait que meilleur. Mais le chemin reste à faire. A peu près entièrement.